

devons nous rappeler que l'Ontario aussi produit beaucoup de céréales destinées à l'exportation. Les céréales de l'Ontario sont transportées par la voie maritime, ensuite par le canal de Welland jusqu'au port de Montréal où elles sont entreposées en attendant d'être exportées outre-mer. Elles comprennent le blé d'hiver, les graines de soja et du maïs ontarien.

● (4.40 p.m.)

En outre, monsieur l'Orateur, des droits de péage ne seraient pas avantageux pour le grand centre industriel du Canada, le Sud de l'Ontario. Ma circonscription possède des installations très précieuses, les bassins pour le minerai de fer où le fer en boulettes provenant de Marmora est chargé dans de vastes transporteurs de minerai au port de Picton, à l'endroit où le bief Long rejoint la baie de Picton et le bief Adolphus, en direction du lac Ontario. La majeure partie de ce minerai de fer monte d'un étage, pour ainsi dire, empruntant le canal de Welland jusqu'au bassin Érié, et de là vers les aciéries de l'Ohio.

Nous avons bon espoir qu'un jour, le Canada sera assez peuplé pour compter plus d'aciéries et d'industries secondaires et connexes dans notre propre région. Mais une partie du minerai de fer de Marmora transformé en acier est revendue au Canada sous forme de pièces de fer et d'acier, de sorte que les droits de péage imposés sur notre voie d'eau ne font qu'accroître le coût des produits dont nous avons besoin. Autrement dit, nos propres décisions, en l'occurrence, ne feraient qu'accroître davantage le coût de la vie qui, d'après moi, constitue un de nos problèmes les plus contrariants à l'heure actuelle.

En outre, monsieur l'Orateur, tout près des quais de chargement du minerai de fer, se trouve la grande cimenterie moderne de la *Lake Ontario Portland Cement Company*, qui fabrique un excellent produit pour le marché international. Une bonne partie de ce ciment est exportée aux États-Unis et entre directement en concurrence avec les produits des cimenteries américaines. Je n'appuierai aucune mesure qui est de nature à enlever à l'une quelconque de nos industries une part de son pouvoir de soutenir la concurrence sur le plan international ou ailleurs. Cette cimenterie nous aide grandement à résoudre notre problème de la balance commerciale. Notre commerce avec les États-Unis enregistre, les députés le savent, un déséquilibre marqué. Les péages ne feront qu'accroître ce déséquilibre qui ennuie depuis si longtemps le gouvernement canadien.

Il y a un autre aspect à considérer, les intérêts de nos petits fabricants, importateurs de matières premières. Les péages sur la voie

maritime ne font qu'accroître les coûts de fabrication. Ils augmentent également le coût des céréales de provenance de l'Ouest canadien qu'utilisent les éleveurs et les producteurs laitiers de l'Ontario.

Les routes à péage n'existent plus au Canada; elles appartiennent à une époque révolue. Faisons de même pour les voies navigables du pays; supprimons-y les péages. Le canal de la Trent est exempt de péage de même que le canal Rideau. Naturellement, ce sont des canaux destinés aux bateaux de plaisance. Que notre grande voie maritime commerciale soit également exempte de péages. Je signale à la Chambre que la voie maritime du Saint-Laurent se paiera d'elle-même bien des fois, d'une autre façon, par les revenus provenant de l'énergie hydro-électrique, dont elle produit une grande quantité. Faisons une voie de navigation exempte de péages pour le commerce du monde entier. J'exhorte le gouvernement et nos comités à empêcher l'Administration de la voie maritime d'accroître nos frais courants dans le domaine des affaires.

M. Robert McCleave (Halifax): Monsieur l'Orateur, étant originaire des Maritimes, je crois que c'est témérité de ma part de participer à ce débat, parce que certaines de mes opinions sont contraires à celles qu'ont répété à satiété cet après-midi ceux qui ont parlé de péage sur la voie maritime du Saint-Laurent. Mais je crois pouvoir offrir au problème une solution que j'exposerai à la fin de ma très courte intervention au débat.

D'abord, quand je dis que c'est témérité pour moi de participer à ce débat, c'est parce que je représente Halifax, l'un des deux grands ports de l'Atlantique. Je crois pouvoir parler également au nom de mon collègue de Saint-Jean-Albert dans le Nouveau-Brunswick aussi bien que de mon collègue d'Halifax en disant que les gens des Maritimes se méfient énormément de la voie maritime du Saint-Laurent dans la mesure où notre secteur en est affecté. Nous avons constaté à Saint-Jean et à Halifax, que la saison d'expédition en hiver est écourtée de plusieurs semaines, chaque année, pourtant, en tant que gens des Maritimes, nous devons étudier les conséquences pratiques de l'augmentation du péage sur la voie maritime.

D'abord, à ce propos, je voudrais me reporter au n° 48 des ordres du jour inscrits au nom du gouvernement. Il s'agit de la Commission de l'alimentation des animaux de ferme du Canada qui semble avoir l'appui de tous les partis à la Chambre et qui sera créée sans doute d'ici quelques mois. Rien ne servirait de chercher à résoudre le problème des producteurs d'animaux de ferme de l'Est du Canada si par ailleurs nous laissons le coût